



Les invitées au réseau des femmes

Par Prince Villa

Le réseau « Femme lève-toi », regroupant une dizaine d'organisations syndicales et associations, était en assemblée générale, le samedi 2 juin dernier, au rond point de la démocratie, à Libreville. Ce grand rassemblement de femmes issues de tous bords politiques et de toutes les classes sociales, a constitué la sortie officielle de ce mouvement spontané de

femmes.

Occasion pour elles d'appeler à l'éveil de conscience de leurs congénères qui hésitent encore à s'engager dans le mouvement pour la libération du pays. Toutes les intervenantes ont exhorté à la mobilisation pour éviter que notre le Gabon, pays béni de Dieu, ne tombe dans les affres de la guerre.

La faute à Ali Bongo et ses alliés, qui sont incapables d'assurer les meilleures conditions de vie au peuple. A la place, ce régime a ins-

tauré la dictature et la répression contre tous ceux qui osent dénoncer les limites d'un système vomi par la majorité des Gabonais.

La coordinatrice générale du réseau, Nathalie Zemo-Effoua, a appelé à la fin du règne d'Ali Bongo Ondimba. Un président qui a volontairement violé la Constitution en 2009, en passant outre les articles 10, 12 et 14.

Pour éviter que le Gabon ne sombre dans le chaos, les



Les membres du réseau des femmes

femmes ont tenu à mettre Ali Bongo Ondimba devant ses responsabilités. En sa qualité de président de la République, le réseau pense qu'il a le devoir de faire preuve d'élévation et d'ouverture d'esprit en organisant instamment un dialogue national souverain.

C'est l'unique solution pacifique, pense Nathalie Zemo-Effoua, pour sortir le pays de la crispation sociale et politique actuelle. Seul moyen également de prévenir le risque de crise électorale qui plane à l'horizon.

Invitée pour la circonstance, Chantal Myboto Gondjout, membre de l'Union nationale (UN) n'est pas allée par le dos de la cuillère, en brisant la peur de la femme et en invitant cette dernière à occuper le devant de la scène pour sauver la patrie qui est en danger. Non sans préciser que « c'est la terre de nos ancêtres. Ceux qui sont à la tête du Gabon ne sont pas sur la terre de leurs ancêtres. Voilà pour-

quoi ils se moquent de ce nous pouvons vivre au quotidien.»

Chantal Myboto Gondjout a profité de cette estrade pour indiquer qu'elle ne répondra plus jamais aux convocations devant une justice aux ordres, aussi longtemps qu'Ali Bongo va refuser de se soumettre à la loi. L'exemple ne doit-il pas venir d'en haut.

« Je suis désolée, si Ali Bongo n'a pas de papiers. Au lieu de rester calme, il m'amène au tribunal. Alors qu'il sait que je sais qu'il n'a pas de papiers », a poursuivi le membre de l'UN.

Les femmes n'ont pas manqué de mettre le président de la Commission électorale nationale autonome et permanente (Cenap) René Aboghe Ella, le président de la Cour constitutionnelle, Marie-Madeleine Mborantsuo et le ministre de l'Intérieur, Pacôme Moubelet Boubeya face à leurs responsabilités devant l'Histoire.

Le réseau des femmes tiendra ce « trio à tout faire » responsable des éventuels débordements avant, pendant et après l'élection présidentielle du 27 août prochain. Les Gabonais veulent le respect scrupuleux de la Constitution et du Code électoral lors de cette échéance capitale pour le pays.

A la communauté internationale, à la France notamment, Paulette Missambo, vice-présidente de l'UN, Léa Ozoumey et les autres, ont exhorté à ne pas faire le médecin après la mort. Leur implication dans le processus pré-électorale actuel est vivement attendue.

« C'est aujourd'hui et non après l'élection, que le peuple gabonais a besoin de votre aide, afin que notre pays continue à être un havre de paix dans cette Afrique francophone restée à la ramasse du continent », a lancé Sandrine Akerey, présidente du mouvement Article 10.

Ping : demain doit être la République des bonnes mœurs